

**DIRECTION GENERALE DE LA TRANSITION
ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES**

DIRECTION VILLE DURABLE
Service Urbanisme Durable

Nos Réf. : ACG/DC/IB 2022-82

Contact CUD : Mme Delphine CAPET

DUNKERQUE, le 19 DEC 2022

SETC
100 H Cours Lafayette
69 003 LYON
A l'attention de Monsieur le Directeur

Objet : Avis sur la remise en état du site lors de l'arrêt définitif de l'installation

Monsieur le Directeur,

Par courrier en date du 13 avril 2022, vous m'informez de votre projet d'aménagement d'une plateforme logistrieelle sur le territoire de la commune de Loon-Plage, au niveau de la Zone Dunkerque Logistique International (DLI) Sud.

Conformément à l'article R 512-6 du Code de l'Environnement, vous sollicitez l'avis du Président de l'établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière d'urbanisme sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations.

Considérant que le site est compris dans le périmètre de la zone industrialo-portuaire UIP au plan local d'urbanisme communautaire, j'émet un avis favorable sur le type d'usage futur des terrains à l'issue de l'exploitation. La vocation du site restera industrielle et portuaire, conformément à son classement en zone urbaine industrialo-portuaire et à sa situation en Opération d'Intérêt National (OIN).

D'après les éléments que vous avez transmis, votre société s'engage en cas d'arrêt définitif d'exploitation à remettre le site dans un état compatible avec un usage d'activités économiques, et tel qu'il n'y ait aucun risque ou danger, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité ou la salubrité publique, soit pour les activités humaines, soit pour la nature et l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Dans le cadre de la mise en sécurité du site :

- Les sources d'énergie et de fluides seront coupées ;
- L'accès au site sera interdit par la mise en place de clôtures et de panneaux d'interdiction d'accès.

Après mise en sécurité totale des installations, les installations techniques seront démantelées, vidées, nettoyées, etc.

Les déchets issus du démantèlement des installations seront triés et évacués vers des filières adaptées (décharges contrôlées, filières de recyclage, filières de traitement des déchets industriels spéciaux, etc.).

Les réseaux d'assainissement seront vidangés, sondés et si besoin hydrocurés.

En fin d'exploitation, ne seront susceptibles de rester que les installations fixes (bâtiments, réseaux et autres équipements), compatibles avec la réutilisation envisagée du site et ne présentant pas de risque ou danger.

Un mémoire de cessation d'activité sera rédigé lors de la fin d'exploitation du site.

Ce mémoire sera structuré comme suit :

- Un historique du site décrivant la succession des activités exercées ;
- Un descriptif de l'environnement du site (voisinage immédiat, contexte géologique, hydrogéologique, hydrologique, zones naturelles protégées, etc.) ;
- Une identification des sources potentielles de pollution et une évaluation des dangers potentiels liés aux substances identifiées ;
- Les résultats de mesure de l'autosurveillance sur l'eau, l'air et le sol ;
- Des prélèvements éventuels sur site en fonction des sources potentielles de pollution identifiées (sol, eaux souterraines, eaux superficielles) ;
- Un descriptif des mesures à prendre en cas de mise en évidence d'une pollution avérée.

Au vu de ces éléments et sous réserve des prescriptions éventuelles formulées par les services de la DDPP et de la DREAL, la Communauté Urbaine de Dunkerque n'a pas de demande ou de spécification particulière et complémentaire aux mesures présentées concernant les conditions de remise en état du site en cas de cessation d'activité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, en l'assurance de notre considération distinguée.

cordialement

Le Vice-président
En charge du Personnel, de l'Urbanisme
réglementaire et de la Politique de la Ville

Martial BEYAERT

